



Déclarations et Discours

Nº 85/28

ENTRE BONS VOISINS : LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

Notes pour une allocution du très honorable Brian Mulroney, premier ministre, à l'Université de Chicago et au *Time Speakers' Forum*, Chicago, le 4 décembre 1985.

[...] Nos deux nations entretiennent des relations bilatérales d'une ampleur et d'une complexité inégalées. Le respect mutuel que nous avons de notre souveraineté et de nos caractères distinctifs est fondamental et inaltérable. Ce soir, je parlerai de l'avenir de nos relations déjà profondément amicales, d'un avenir riche de la promesse d'une association encore plus profitable.

Il y a un peu plus d'un an, comme vous le savez, les Canadiens ont élu un nouveau gouvernement, avec la plus forte majorité parlementaire de notre histoire, un gouvernement national représentatif de toutes les provinces et appuyé par des majorités d'électeurs anglophones et francophones. Tant par sa nature que par son ampleur, ce mandat électoral est unique dans notre histoire. Nous voyons là l'occasion de lancer le Canada sur une nouvelle voie.

Ce n'est ni le moment, ni le lieu de s'attarder sur ce qui allait mal chez nous ces dernières années — dans notre vie politique, dans notre économie, dans nos relations avec l'extérieur.

J'aimerais par contre vous parler de ce que nous envisageons pour l'avenir — des trois grandes tâches que nous avons assignées au gouvernement et à la nation : la réconciliation nationale, le renouveau économique et le rayonnement international.

Mon pays est, comme le vôtre, une fédération. Nos provinces ont la maîtrise de leurs ressources naturelles, des droits sur certaines sources de revenu, et la responsabilité d'importants secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé. Le gouvernement national est habilité à percevoir l'impôt sous toutes ses formes, et il a contracté au fil des ans d'énormes obligations financières envers les gouvernements provinciaux. C'est ce que nous appelons les paiements de péréquation, destinés au financement conjoint des soins de santé, de l'éducation postsecondaire et d'autres programmes sociaux.

Dans sa forme la plus élevée, le fédéralisme canadien est sensible à la fois aux objectifs nationaux et aux contingences régionales. Il est conciliant, souple, créatif, et donne d'excellents résultats. Il en a été de même dans le passé, et il en sera de même dans l'avenir.

C'est là entre autres une des raisons pour lesquelles le nouveau gouvernement a dû remanier entièrement le Programme énergétique national élaboré par nos prédécesseurs. Nous avons négocié l'Accord de l'Ouest avec l'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique. Nous avons signé un accord historique avec Terre-Neuve et le Labrador; nous avons établi une nouvelle politique d'exploration des régions éloignées, et nous avons fixé le prix du carburant d'après une formule qui convient à la fois aux provinces productrices et aux provinces consommatrices.